

Gabon-Des militaires disent prendre le pouvoir, Bongo en résidence surveillée

@rib News, 30/08/2023 â€“ Source Reuters Un groupe dâ€™officiers supérieurs de lâ€™armée gabonaise a annoncé avoir pris le pouvoir et placé sous résidence surveillée le président Ali Bongo, quelques instants après lâ€™annonce de sa réélection pour un troisième mandat. Dans une annonce diffusée à la télévision dans la nuit de mardi à mercredi, une dizaine dâ€™officiers ont déclaré que le résultat des élections de samedi était annulé, que toutes les frontières étaient fermées jusquâ€™à un nouvel ordre et que les institutions de lâ€™État étaient dissoutes. Ils se sont présentés comme des membres dâ€™un Comité de Transition et de Restauration des Institutions et ont dit représenter toutes les forces de sécurité et de défense du Gabon. Sâ€™il venait à se confirmer, ce coup dâ€™État serait huitième depuis 2020 en Afrique de lâ€™Ouest et centrale. Il mettrait fin à lâ€™hégémonie de la famille Bongo au pouvoir pendant 56 ans. Il risque également dâ€™affaiblir davantage la place de la France en Afrique, alors que des juntes ont déjà pris le pouvoir au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et, le mois dernier, au Niger. Paris a condamné ce coup dâ€™État. Les militaires putschistes ont annoncé mercredi soir avoir désigné comme coprésident de la transition le général Brice Oligui Nguema, chef de la garde républicaine - la garde présidentielle dâ€™Ali Bongo. La télévision nationale avait diffusé en fin de journée des images dâ€™un homme en treillis et baret vert porté en triomphe par des soldats scandant l'oligui président. Ali Bongo est admis à la retraite (et) jouit de tous ses droits, a déclaré au Monde, avant sa désignation officielle comme chef de la transition, Brice Oligui Nguema. Il nâ€™avait pas le droit de faire un troisième mandat, la Constitution a été bafouée, le mode dâ€™élection lui-même nâ€™était pas bon. Donc lâ€™armée a décidé de tourner la page, de prendre ses responsabilités, soulignant la grogne dans le pays et la maladie du chef de lâ€™État, affaibli depuis un AVC en 2018. Les militaires ont annoncé avoir placé en résidence surveillée Ali Bongo, 64 ans, et arrêté son fils, Nouredin Bongo Valentini, ainsi que dâ€™autres personnes pour des accusations de corruption et de trahison. PRÉSIDENT FRANÇAISE Dans une vidéo diffusée en ligne, qui semble avoir été filmée depuis sa résidence surveillée, Ali Bongo a demandé à la communauté internationale de cesser du bruit pour lui apporter son soutien. Des gens ici m'ont arrêté ainsi. Mon fils est quelque part, mon épouse se trouve dans un autre endroit (...) Pour lâ€™instant, je suis à la résidence et rien ne se passe. Je ne sais pas ce qui se passe, dit-il, en anglais, face caméra, assis sur une chaise dans une pièce richement meublée. BTP Advisors, une agence de communication ayant étroitement collaboré à la campagne électorale dâ€™Ali Bongo, a confirmé lâ€™authenticité de la vidéo. Sâ€™exprimant calmement, sans signe apparent de mauvais traitement, le président déchu dit vouloir envoyer un message à tous les amis que nous avons à travers le monde, pour leur dire de faire du bruit. La France condamne le coup dâ€™État militaire qui est en cours au Gabon, a déclaré à Paris Olivier Porte-parole du gouvernement. Nous rappelons notre attachement à des processus électoraux libres et transparents, il ajouta. Selon le ministre des Armées, quelque 350 soldats français sont positionnés au Gabon. Dans un contexte de ressentiment croissant à lâ€™égard de la France, ancienne puissance coloniale en Afrique, Paris a été contraint de retirer ses troupes du Mali et du Burkina Faso, à la demande des militaires au pouvoir, tandis que ses accords militaires avec le Niger ont été révoqués par les putschistes, fragilisant davantage sa présence dans la région du Sahel. Des centaines de personnes étaient descendues dans la matinée dans les rues de la capitale Libreville pour célébrer lâ€™annonce du putsch, qui semble avoir été filmée depuis le palais présidentiel. Jusquâ€™alors, le calme régnait dans les rues, mais quelques coups de feu avaient brièvement été entendus peu après la première intervention télévisée des putschistes. Des policiers ont depuis lors été déployés pour surveiller les principaux carrefours de la ville. RECUL DÉMOCRATIQUE Le contexte au Gabon est différent du Niger et des autres pays du Sahel, où les violences de groupes islamistes ont érodé la confiance de la population dans les gouvernements élus démocratiquement. Un coup dâ€™État dans ce pays dâ€™Afrique centrale, producteur de pétrole, serait néanmoins perçu comme un nouveau signe de recul démocratique dans une région de plus en plus instable. Ali Bongo a déjà effectué deux mandats présidentiels après avoir succédé à son père Omar Bongo, décédé en 2009 après avoir conservé le pouvoir depuis 1967. Ses detracteurs lâ€™accusent de ne pas avoir fait profiter une population de quelque 2,3 millions dâ€™habitants, dont un tiers vit dans la pauvreté, des richesses tirées de la production pétrolière.